

La gauche révolutionnaire des Jeunesses socialistes est exclue au Congrès de Lille : A bas la scission ! par Fred Zeller, Secrétaire de la Fédération de la Seine Des Jeunesses socialistes

[extrait]

(1935)

Paru dans La Révolution prolétarienne n° 204 du 10 août 1935. Extrait cité dans J.-P. Rioux / Révolutionnaires du Front populaire (UGE, 10/18, 1973)

C'est la première fois depuis l'unité de 1905 que la S.F.I.O. liquide son aile gauche et cela peut avoir une importance capitale dans les jours et les semaines qui viennent...

Quelles sont les raisons profondes et quel est le sens de cette exclusion de 12 membres de la Commission exécutive des jeunesses socialistes de la Seine ?

... Une minorité révolutionnaire aurait voulu secouer le mouvement de sa torpeur, désirait une transformation importante des statuts qui nous empêchaient de discuter et d'étudier les grands problèmes politiques actuels et les tâches du socialisme international. Nous voulions, quant à nous, tracer la ligne politique propre à nos Jeunesses, nous voulions une plus grande liberté d'action pour nous permettre de partir à la conquête de la jeunesse ouvrière française, qu'il s'agit de gagner d'urgence à nos solutions révolutionnaires.

La bureaucratie du parti fut effrayée au plus haut point et les hommes, qui durant les événements de février 1934 étaient aplatis comme des carpettes, surent retrouver tout leur courage pour engager la lutte contre nous !

Ils sentaient leurs positions chanceler, ils voyaient l'ardeur et le courage que nous mettions à défendre nos mots d'ordre et discernaient bien, en vieux finauds qu'ils sont, que nous ne tarderions pas à balayer tout, sur le plan des Jeunesses ! Ils eurent peur et, sournoisement mais consciencieusement, dans l'ombre, ils préparaient l'opération. Il fallait d'abord, comme premier travail, isoler la fédération de la Seine de la province. C'est alors que l'appareil bureaucratique du parti fonctionna à plein. Les secrétaires fédéraux adultes et jeunes nous firent passer pour des fous, des exaltés, des lâches qui, à Paris, fuyaient devant la police, et puis aussi on alla jusqu'à dire que la Fédération de la Seine recevait des subsides de la Préfecture et que nous étions en train de préparer la scission du mouvement ! Enfin, on employa tous les arguments de second ordre pour tenter de nous isoler, pour la raison majeure que les dirigeants du Comité National mixte n'ont pas de politique générale et sont débordés par les événements. Enfin, tranquillement, on prépara le congrès national de Lille, où devait avoir lieu l'opération chirurgicale...

Les séances du congrès devaient être présidées par des hommes sachant à l'avance quel était le travail qu'on attendait d'eux. Ils accomplirent, soyons justes, ce travail au mieux des intérêts des réformistes. On nous accordait royalement la parole dix à quinze minutes pendant qu'on laissait les autres une heure ou une heure et demie s'il le fallait à la tribune ! On nous provoquait à tout bout de champ, on nous insultait en attendant nos réactions bien explicables, ce qui donnait un prétexte au service d'ordre lillois, en tenue et en plein congrès, de nous frapper à tour de bras et à plusieurs reprises. C'est la première fois que, dans un congrès national des jeunesses socialistes, nous avons délibéré sous la menace de véritables nervis... Il faut que tout le monde sache ce qui s'est passé à Lille. Il faut que tout le monde sache dans quel guet-apens nous sommes allés !... Il faut qu'on sache que ceux qui se réclament de la démocratie socialiste et de la liberté ont agi en parfait fascistes ! Ils ont employé les

mêmes méthodes que la bourgeoisie vis-à-vis des partis ouvriers qui deviennent un danger pour elle !
Quelle honte ! Quelle ignominie !...

... Ce sont les efforts conjugués des bureaucraties communiste et socialiste qui nous ont exclus. En effet, après les positions que nous avons prises à l'intérieur des réunions du Front Populaire, les camarades communistes ne pouvaient admettre qu'on transforme ce front conservateur, qui ne peut que redorer le blason des chefs radicaux, déconsidérés par des expériences diverses et désespérantes, en un front populaire de combat qui aurait une ligne politique juste et des perspectives révolutionnaires. Nous ne voulons pas, comme cela semble être l'intention des directions socialiste et communiste, que de ce front populaire sorte un nouveau gouvernement, s'appuyant sur la légalité et la démocratie bourgeoise et uniquement sur une majorité parlementaire. Nous voulons canaliser la volonté révolutionnaire des masses, actuellement en effervescence, vers la prise du pouvoir par les travailleurs, et pour cela nous avons défendu partout le mot d'ordre du gouvernement ouvrier-paysan et la dictature du prolétariat.

Nous avons, dès la première minute, pris position contre les déclarations de Staline, en ce sens qu'elles ne peuvent que renforcer notre bourgeoisie et son appareil militaire, arme de classe entre ses mains. Par la même occasion, nous avons pris position contre le social patriotisme, contre la défense nationale en régime capitaliste et contre l'union sacrée comme en 1914. Cela ne peut faire évidemment l'affaire de ceux qui se servent du front populaire pour créer le courant favorable à un nouveau 1914, sous prétexte de défendre les conquêtes de la révolution d'octobre 1917!

C'est pour cela, et uniquement pour cela, que nous avons été exclus.

... Nous ferons ce que nous conseillait notre ami Marceau Pivert dans un télégramme : *Faites appel ! Résistez ! Solidarité révolutionnaire !*

... Plus que jamais, nous nous considérons toujours comme membres des Jeunesses socialistes. Nous maintenons haut et ferme le drapeau rouge de la révolution, et c'est en définitive nous qui le mènerons à la victoire !